



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux affaires départementales
Bureau de l'environnement**

Arrêté n° PREF-SGAD-BE-2026-0061

du 14 AVR. 2026

**portant prescriptions complémentaires à l'entreprise 110 BOURGOGNE
exploitant un silo de céréales
sur le territoire de la commune d'ETAIS-LA-SAUVIN**

Le Préfet de l'Yonne,

VU le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L. 512-7-5 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 28 novembre 1986 à la société 110 BOURGOGNE pour l'exploitation d'un silo de stockage de céréales sur le territoire d'ETAIS-LA-SAUVIN ;

VU l'arrêté préfectoral délivré le 24 décembre 2025 portant prescriptions de mesures d'urgence à l'entreprise 110 BOURGOGNE exploitant un silo de céréales sur le territoire de la commune d'ETAIS-LA-SAUVIN ;

VU le courrier de l'exploitant daté du 4 février 2026 ainsi que le rapport d'expert CERES SOLUTIONS du 13 novembre 2025 joint, répondant à l'arrêté de mesures d'urgence susvisé ;

VU le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 25 mars 2026 ;

VU les observations sur le projet d'arrêté précité émises par l'exploitant par courrier électronique du 27 mars 2026 ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 512-7-5 du code de l'environnement prévoit qu'après la mise en service de l'installation, le préfet, peut imposer, par arrêté complémentaire, toutes prescriptions nécessaires pour protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, s'ils ne sont pas suffisamment protégés par l'exécution des prescriptions générales, sans nécessairement passer par un avis de la commission départementale consultative compétente ;

CONSIDÉRANT que des fissures ayant conduit à des écoulements de céréales en dehors des cellules d'un silo de 10 cellules touchant la tour de manutention ont été détectées le 12 novembre 2025 au niveau des cellules C1 et C3 du silo 110 BOURGOGNE sur le territoire d'ETAIS-LA-SAUVIN ;

CONSIDÉRANT que des fissures ont déjà été détectées sur la cellule C2 du même silo en 2015 ;

CONSIDÉRANT que le rapport de visite du 13 novembre 2025 de la société CERES SOLUTIONS ne fait pas état de contrôles techniques sur site, ni de calculs de résistance mécanique du silo dans son état actuel, ce qui ne permet pas d'en justifier les conclusions quant à la résistance de la structure du silo dans les conditions d'exploitation proposées, et que ce rapport de visite confirme que les fissures (lézardes) sur les cellules C1 et C3 permettent de conclure que ces cellules doivent impérativement être renforcées avant toute mise en service et ne doivent pas être remises en service sans que cette réparation ne soit effectuée ;

CONSIDÉRANT que le rapport de visite du 13 novembre 2025 de la société CERES SOLUTIONS confirme que les cellules C1 et C3 concernées par les fissures sont vides et sans aucune contrainte de pression de grain ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a confirmé que toutes les cellules du silo 01 ont été vidées en totalité le 19 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que le rapport de visite du 13 novembre 2025 de la société CERES SOLUTIONS confirme que dans l'état actuel (cellules C1 à C10, B1 et B2 vides), il n'y a pas risque de ruine de l'ouvrage en statique vide ;

CONSIDÉRANT que le rapport de visite du 13 novembre 2025 de la société CERES SOLUTIONS préconise :

- de conforter par rechemisage intérieur les cellules C1 et C3 ;,
- de réaliser ce confortement à titre préventif sur toutes les autres cellules (sauf la cellule C2 qui a déjà été traitée et qui ne présente a priori pas de désordre à ce jour) ;
- que les entreprises réalisant les travaux transmettent à l'exploitant :
 - o les notes de calculs des renforcements (à partir des nouveaux diagnostics détaillés actualisés) ;
 - o les plans d'exécution et des ouvrages réellement exécutés ;
 - o les rapports (initiaux et finaux) du contrôleur technique garantissant la bonne réalisation des travaux qui permettront la levée de l'arrêté de mesure d'urgence ;
 - o les procès-verbaux de réception des travaux ;

CONSIDÉRANT que la société CERES SOLUTIONS a été mandatée par l'exploitant pour :

- assurer la maîtrise d'œuvre de réparation de l'ensemble des cellules suivant le principe constructif de la cellule C2 ;
- réaliser les études d'exécution de renforcement nécessaire à cette réparation, qui seront basées sur les résultats du diagnostic de 2015 et adaptées aux nouveaux désordres constatés ;
- refaire une évaluation actualisée des désordres (passage pachométrique et piquetage de reconnaissance notamment) au moment des travaux pour profiter des moyens d'accès ;
- réaliser les travaux envisagés, *a minima* identiques à ceux réalisés sur la cellule C2 qui avaient permis d'exploiter cette cellule à 100 % (600 t), adaptés si nécessaire en fonction des constats évoqués ci-dessus ;
- inspecter la cellule C2 (bien que depuis 2017, elle n'a présenté aucun désordre supplémentaire) ;

CONSIDÉRANT que le rapport de visite du 13 novembre 2025 de la société CERES SOLUTIONS confirme que la cellule C3 doit impérativement être condamnée tant qu'elle ne sera pas renforcée, et qu'il en va de même pour la cellule C1 qui présente les signes avant-coureurs d'une rupture proche ;

CONSIDÉRANT que le rapport de visite du 13 novembre 2025 de la société CERES SOLUTIONS préconise de rechemiser par l'intérieur les fûts des 2 cellules C1 et C3 comme cela a été réalisé pour la cellule C2 en 2017, le renforcement par rechemisage en béton armé intérieur étant la solution la plus appropriée, afin qu'à l'issue de ce renforcement, la consigne de limitation de stockage puisse être levée pour remettre en service les 2 cellules à hauteur de 600 t de capacité unitaire ;

CONSIDÉRANT que le rapport de visite du 13 novembre 2025 de la société CERES SOLUTIONS préconise de re-chemiser l'ensemble des 9 cellules autres que la C2 déjà réalisée, et pas seulement les cellules C1 et C3, même si elles ne présentent pas de désordres apparents à ce jour, ce rechemisage devant être couplé par :

- un remplissage des barres à vérin de toutes les cellules ;
- le traitement par remplissage / pontage des fissures / lézardes dans les fûts de cellules extérieurs ;
- le traitement des aciers apparents et fissures intérieures ;
- la réalisation impérative à l'issue du renforcement d'un revêtement de protection de type I3 ;

Ce n'est qu'à l'issue de ce renforcement général que la consigne de limitation de stockage pourra être levée pour remettre en service l'ensemble des 10 cellules à hauteur de 600 t de capacité unitaire ;

CONSIDÉRANT que le rapport de visite du 13 novembre 2025 de la société CERES SOLUTIONS indique que compte-tenu des délais actuels, il est impossible de renforcer l'ensemble des cellules pour la moisson 2026 mais qu'il est envisageable de renforcer les cellules C1, C3 et C4 pour remettre en service les 4 cellules du bloc 1 (C1 à C4) et de poursuivre le renforcement du bloc 2 (sous réserve que l'inspection des autres cellules réalisée avant la moisson 2026 ne révèle aucun autre désordre) ;

CONSIDÉRANT que le rapport de visite du 13 novembre 2025 de la société CERES SOLUTIONS indique que :

- le renforcement impératif conditionnant la remise en service des premières cellules comprend :
 - o le chemisage intérieur ;
 - o le traitement des barres à vérin par injection, le traitement de fissures extérieures, leur pontage structurel ;
 - o le traitement de toutes les épaufrures extérieures / intérieures ;
- le ravalement général extérieur pourra se faire en une seule phase à la fin du renforcement de l'ensemble des cellules ;
- les premières cellules pourront être remises en service même si le ravalement n'est pas encore réalisé ;
- par mesure conservatoire, il est préconisé de réduire davantage le remplissage des cellules du bloc 2 tant que leur renforcement ne sera pas réalisé, en les passant de 400 à 200 t maximum (soit 1/3 de leur capacité nominale), ceci n'étant que pour la moisson 2026 – les cellules devront être réparées avant la moisson 2027 ;

CONSIDÉRANT que le rapport de visite du 13 novembre 2025 de la société CERES SOLUTIONS confirme qu'étant donné que les 9 cellules vont être renforcées sur la base du diagnostic détaillé de 2016, il n'est pas prévu de refaire de diagnostic détaillé, mais que suivant la méthode employée (accès par échafaudage intérieur dans le cas d'une reprise en béton projeté), des sondages complémentaires pourront être effectués pour optimiser et confirmer la hauteur du re-chemisage nécessaire ;

CONSIDÉRANT que le silo a été intégralement vidangé au 19 décembre 2025 afin de limiter la pression exercée par les grains sur les parois, et ainsi réduire le risque de rupture ou de ruine ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant prévoit de reconstruire la case à poussières avant de reprendre son exploitation à la moisson 2026 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant veut, compte tenu des échéances de la moisson 2026, libérer une première partie de l'ouvrage et réaliser les travaux restants pour la récolte 2027, sachant que les cellules C1 à C4 sont nécessaires à l'expédition du silo 02 attendant vers l'expédition train, et que le joint de dilatation entre les 2 blocs permet une remise en exploitation de ce bloc de silo préalablement à l'autre, ce qui est envisageable d'un point de vue structurel ;

CONSIDÉRANT que les éléments transmis par l'exploitant concluent à la possibilité de reprendre le stockage de céréales dans toutes les cellules du silo lorsque les travaux prescrits auront été réalisés ;

CONSIDÉRANT qu'au vu du vieillissement non maîtrisé par l'exploitant, il convient de mettre en place une obligation de surveillance renforcée du vieillissement ;

CONSIDÉRANT que les mesures prescrites sont de nature à garantir une exploitation du silo dans des conditions normales de sécurité, de façon à ne plus être de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier la sécurité publique ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne,

ARRÊTE

Article 1er – Objet

La société 110 BOURGOGNE, exploitant un silo de stockage de céréales sur le territoire de la commune d'ETAI-S-LA-SAUVIN, est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté, pour son établissement implanté 37 rue de la Gare - 89480 ETAI-S-LA-SAUVIN.

Article 2 – Levée des mesures d'urgence

L'arrêté de mesures d'urgence du 24 décembre 2025 est abrogé.

Article 3 – Prescriptions complémentaires

Tout re-chemisage intérieur est dimensionné pour reprendre 100 % de la charge appliquée sur la hauteur nécessaire et est accompagné :

- de rénovation et imperméabilisation des façades, de traitement des barres à vérin par injection,
- de traitement par remplissage / pontage des fissures / lézardes / épaufrures dans les fûts de cellules extérieures / intérieures,
- de traitement des aciers apparents,
- de réalisation impérative à l'issue du renforcement d'un revêtement de protection de Type I3.

Les boisseaux font l'objet d'un contrôle par passage pachométrique et piquetage de reconnaissance des armatures, dont les résultats sont transmis à l'Inspection, et sont protégées par un revêtement I3 après traitement éventuel des épaufrures.

Les travaux sont confiés à des entreprises spécialisées et font l'objet au préalable d'une vérification, par un bureau de contrôle externe indépendant spécialiste des réparations de silo, des notes de calculs et plans d'exécution avant les travaux et *in situ* de la bonne réalisation des travaux.

Le ravalement général extérieur peut se faire en une seule phase à la fin du renforcement de l'ensemble des cellules. Les premières cellules traitées (C1 à C4) peuvent être remises en service même si le ravalement n'est pas encore réalisé.

Avant toute remise en service, l'exploitant tient à disposition de l'inspection :

- les notes de calculs des renforcements (à partir des nouveaux diagnostics détaillés actualisés),
- les plans d'exécution des travaux,
- les rapports (initiaux et finaux) du contrôleur technique garantissant la bonne réalisation des travaux ,
- les procès-verbaux de réception des travaux.

L'exploitant réalise les études et travaux de court terme suivants avant la moisson 2026 :

- études d'exécution béton armé de renforcement nécessaire à cette réparation, qui seront basées sur les résultats du diagnostic de 2015 et adaptées aux nouveaux désordres constatés,
- évaluation actualisée des désordres (passage pachométrique et piquetage de reconnaissance notamment) au moment des travaux pour profiter des moyens d'accès,
- inspection de la cellule C2,
- travaux de confortement par rechemisage intérieur des cellules C1, C3 et C4, *a minima* identiques à ceux de la cellule C2 qui avaient permis d'exploiter la cellule à 100 % (600 t), adaptés si nécessaire en fonction des constats évoqués lors des contrôles préalables,
- reconstruction d'une case à poussières.

L'exploitant réalise les travaux de moyen terme suivants avant la moisson 2027 :

- confortement par re-chemisage intérieur à titre préventif de l'ensemble des 6 cellules du silo 1 autres que C1 à C4 – même si elles ne présentent pas de désordres apparents à ce jour.

Article 3 – Redémarrage des installations

Le stockage de céréales dans les cellules C1, C3 et C4 ne peut reprendre que sur accord de l'Inspection des installations classées, notamment après que l'exploitant ait réalisé les travaux de court terme prescrits à l'article précédent et transmis les rapports (initiaux et finaux) du contrôleur technique garantissant la bonne réalisation des travaux.

Les capacités de stockages des cellules C1 à C4 sont limitées à 600 tonnes après travaux de renforcement.

Les capacités de stockage des cellules C5 à C10, sont limitées à 200 tonnes avant travaux de renforcement et sont limitées à 600 tonnes après travaux de renforcement.

Le stockage de céréales dans les autres cellules que les cellules C1, C3 et C4 ne peut reprendre que sur accord de l'inspection des installations classées, après que l'exploitant ait justifié, notamment par une étude de structure, l'absence de risque d'effondrement et défini les modalités applicables à cette reprise d'activité. Cette étude est basée notamment sur les données du dossier d'ouvrage exécuté (ou tout document équivalent), de contrôles techniques sur site, un calcul de résistance mécanique du silo, ou tout autre méthodologie dont l'exploitant devra justifier la pertinence.

Article 4 – Surveillance des installations

L'exploitant assure une surveillance annuelle *a minima* visuelle des structures des cellules. Tous les 5 ans à partir de la date de notification du présent arrêté, ou à une fréquence adaptée inférieure si besoin, l'exploitant fait procéder par une société spécialisée à un avis technique visuel extérieur de la structure de toutes les cellules du silo. Un enregistrement de ces opérations est réalisé par l'exploitant, et toute apparition d'une anomalie structurelle donne lieu à une alerte d'un bureau d'étude spécialisé.

Article 5 – Publicité et notification

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

L'arrêté sera notifié à la société 110 BOURGOGNE.

Article 6 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le destinataire du présent arrêté peut également saisir le préfet d'un recours gracieux ou le ministre de la Transition écologique d'un recours hiérarchique, ce qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux. L'absence de réponse sous un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Article 7 – Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté et dont une copie sera adressée à :

- Madame le Maire d'ETAIS-LA-SAUVIN,
- Madame la Directrice générale de l'Agence régionale de santé de Bourgogne Franche-Comté,
- Monsieur le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours,
- Monsieur le Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL,

Fait à Auxerre, le **14 AVR. 2026**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet,
Directeur de cabinet



Hugo LE FLOC'H